



# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

## *de la Communauté d'agglomération du Libournais*

### ARRETE N° 2023 - 690

#### PRESCRIVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LE FIEU

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5216-5,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-36 à L. 153-48, L300-2, R151-5, R153-20 et- R153-21 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération du Pôle Territorial du Grand Libournais en date du 6 octobre 2016 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Libournais en date du 17 octobre 2019 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2018-2023,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Le Fieu

Considérant que la commune de Le Fieu est une commune de la Communauté d'Agglomération du Libournais ;

Considérant que la CALI est compétente pour faire évoluer les documents d'urbanisme depuis le 1er janvier 2017.

Considérant que le projet photovoltaïque envisagé se situe en zone Agricole, secteur Aca du PLU où sont autorisées les constructions, installations et travaux dédiés à l'exploitation des carrières.

Considérant que l'article A2, alinéa 2.2 permet les constructions et installations d'intérêt collectif, mais que l'identification d'un secteur spécifiquement dédié à l'exploitation des carrières ne permet pas, en l'état, l'accueil d'un parc photovoltaïque flottant.

Considérant qu'une évolution du règlement graphique et du règlement écrit est nécessaire pour pouvoir autoriser la réalisation de ce projet.

Considérant que la CALI et la commune de Le Fieu souhaitent se doter d'un bureau d'études pour les assister dans l'évolution de leur document d'urbanisme en vigueur

Considérant que conformément aux articles L. 103-3 et L. 153-11 du code de l'urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.  
Considérant que La Cali est compétente en matière de planification depuis le 1er janvier 2017.

Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence (articles L. 153-36, L. 153-41 L. 153-43 du code de l'urbanisme) :

- soit de changer les orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- soit de réduire un espace boisé classé (EBC), une zone agricole (A) ou une zone naturelle et forestière (N) ;
- soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Considérant que cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquence (article L. 153-45 et L. 153-47 du code de l'urbanisme) :

- soit de majorer de plus de 20 % des possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU) ;

Considérant que le dossier de modification comprendra le projet de modification, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 ;

Considérant que ce dossier sera mis à disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations ;

Considérant que ces observations seront enregistrées et conservées au siège de l'EPCI;

Considérant que les modalités de la mise à disposition seront précisées par le conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition,

Les objectifs de cette modification sont les suivants :

- Adapter le règlement écrit et graphique pour permettre l'installation d'un parc photovoltaïque

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'EPCI en présentera le bilan devant le conseil communautaire qui délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié, pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

## **ARRETE**

Article 1 : Il est engagé une modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la Commune de Le Fieu ;

Article 2 : La modification simplifiée concernera le projet susvisé et a pour objectifs de :

- Adapter le règlement écrit et graphique pour permettre l'installation d'un parc photovoltaïque

Article 3 : Les modalités de concertation sont définies comme suit :

- Affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de la Communauté d'agglomération du Libournais et à la Mairie de Le Fieu ;
- Dossier disponible en Mairie (5 le Bourg , 33230 Le Fieu) et au siège de la CALI ;

- Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie et au siège de La Cali aux heures et jours habituels d'ouverture ;
- Possibilité d'écrire au maire de la commune de Le Fieu (5 le Bourg, 33230 Le Fieu) et au Président de La Cali (adresse 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne).

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaire à la mise au point du projet de PLU. Le bilan de la concertation sera arrêté à l'issue de la procédure en Conseil communautaire.

Article 4 : Le Président de la Communauté d'agglomération du Libournais est chargé de l'application du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de la Gironde.

A Libourne, le **21 AOÛT 2023**

Monsieur Philippe BUISSON  
Président de La Cali



**Destinataires :**

Mairie de Le Fieu  
Préfecture de Gironde

Envoyé en préfecture le 21/08/2023

Reçu en préfecture le 21/08/2023

Publié le

ID : 033-200070092-20230821-ARRETE2023690-AU

